

Laurence Weerts et Frederic Delcor, les chevilles ouvrières du Pacte d'excellence.

Le Pacte doit survivre aux législatures

■ Les acteurs de l'enseignement impliqués plaident pour poursuivre la feuille de route après les élections.

Longue tableée de quatorze personnes de tous bords rassemblées autour de Laurence Weerts et Frédéric Delcor, les coprésidents du Pacte pour un enseignement d'excellence : tous les syndicats, tous les représentants des réseaux et tous ceux des parents ont tenu, ce jeudi, à s'adresser ensemble au monde politique. Ils en appellent à la continuité du travail, après les élections. Le Pacte, disent-ils, ne peut être la réforme d'une législature, d'un gouvernement ou d'un(e) ministre. Au-delà du positionnement de l'un ou l'autre parti, il faut tenir le cap sur la durée. *"Pendant deux ans, dépassant nos a priori et nos divergences, nous avons pris le temps de co-construire une feuille de route commune. Personne, promettent-ils avec force, ne nous entraînera dans une renégociation des équilibres auxquels nous avons abouti."*

Une unanimité faite de compromis

Le Pacte est né de constats répétés sur la mauvaise santé du système scolaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Si chacun l'avait rédigé dans son coin, le résultat aurait été tout différent. Mais rouvrir une négociation sur les équilibres obtenus serait *"prendre le risque insensé de casser une dynamique qui mobilise aujourd'hui des dizaines de milliers d'acteurs de l'enseignement"*, prévient Frédéric Delcor.

Les syndicats approuvent. *"Ce que deman-*

dent les membres du personnel, explique Eugène Ernst (CSC-Enseignement), c'est la stabilité. Ils doivent savoir dans quel jeu ils jouent."

Les parents sont au diapason. *"On est inquiet de la tournure que peut prendre le chantier après les élections"*, ajoute Véronique de Thier (Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel). *"Il reste des choses à faire, il y aura encore des débats, mais pas question de tout détricoter."* Une référence aux déclarations de campagne du MR qui remet en question le principe même du tronc commun.

Les pouvoirs organisateurs, eux aussi, insistent. *"La concertation prend du temps mais elle n'est pas le contraire de l'efficacité politique"*, estime Etienne Michel (Segec, enseignement libre). *"Une concertation pensée comme celle-ci peut même en être une condition."* *"Garder le chemin commun est tout à fait tenable"*, pense aussi Fanny Constant (CECP, enseignement des communes et provinces).

Jusqu'en 2030

De nombreuses réformes restent à mettre en place. Seules les fondations de l'évolution sont posées. Le Pacte ne portera ses fruits que si la

feuille de route est suivie jusqu'à son terme en 2030. Concrète et chiffrée, celle-ci mentionne des objectifs précis, des échéances claires et un plan d'action à court, moyen et long termes sur lesquels tout le monde a accepté des compromis. *"Abandonner cette feuille de route au lendemain des élections, assure Frédéric Delcor au nom de tous, c'est l'assurance de faire dans dix ans les mêmes constats que ceux qu'on fait depuis vingt ans sur ce qui ne fonctionne pas dans notre système scolaire!"*

M. Bs

"Personne ne nous entraînera dans une renégociation des équilibres."

Déclaration commune

Les acteurs de l'école préviennent les politiciens.